

## Questions orales

[Français]

## LES POSTES

LA GRÈVE DES POSTIERS—ON DEMANDE UN RAPPORT SUR LES NÉGOCIATIONS

**M. Gilbert Rondeau (Shefford):** Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre des Postes.

Étant donné que les négociations ont cessé depuis tout près d'une semaine entre les représentants de son ministère et les chefs syndicaux, l'honorable ministre pourrait-il informer la Chambre au sujet de la situation qui existe depuis la cessation des négociations et dire combien il y a de stations postales qui offrent actuellement des services au public? Est-ce que l'honorable ministre pourrait nous mettre au courant de la situation qui existe aux Postes depuis vendredi dernier?

**L'hon. Bryce Mackasey (ministre des Postes):** Oui, monsieur le président. Je crois qu'en ce moment au moins 87 bureaux de poste à travers le Canada sont ouverts. En comparaison par exemple avec vendredi, alors qu'il n'y en avait que 40. Nous avons l'intention de rendre service au public, même dans les petits endroits, où les gens ont autant le droit d'être servis que ceux qui vivent dans les grandes villes comme Montréal et Toronto.

\* \* \*

[Traduction]

## LES JEUX OLYMPIQUES

L'INTERDICTION DE L'EMBAUCHE DE GUIDES PORTANT LUNETTES—DEMANDE DE DÉSAVEU FORMEL

**M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal):** Monsieur l'Orateur, ma question était destinée au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Peut-être le ministre adjoint ou le secrétaire parlementaire pourra-t-il y répondre. Peut-on assurer au Parlement que le COJO ou quiconque ayant à voir avec les Jeux olympiques n'a pas pour principe de s'opposer au choix de guides pour les Jeux olympiques sous prétexte qu'ils portent lunettes? Le ministre consent-il à désavouer une position aussi cruelle, sexiste et révoltante?

**M. Bob Kaplan (secrétaire parlementaire du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur l'Orateur, je crois que le ministre voudra répondre lui-même à cette question. Je la lui communiquerai donc.

**M. Fairweather:** Monsieur l'Orateur, je déplore l'indécision du secrétaire parlementaire. Puis-je poser une question supplémentaire au ministre du Travail? Le ministre voudra-t-il, en tant que chef de ce ministère, faire en sorte que le gouvernement du Canada rejette une position ou une idée aussi scandaleuse, d'où qu'elle vienne?

**L'hon. John C. Munro (ministre du Travail):** Monsieur l'Orateur, oui, je serai ravi de consulter le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social et de faire examiner cette question par les deux ministères.

\* \* \*

## L'AGRICULTURE

LE MOTIF DE LA HAUSSE DU PRIX DES ŒUFS

**Mme Ursula Appolloni (York-Sud):** Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre de l'Agriculture, puis-je adresser

[M. Gillespie.]

ma question à son secrétaire parlementaire? L'Office canadien de commercialisation des œufs a déclaré, le 4 novembre 1975, «qu'on tient compte principalement du coût de production pour établir le prix des œufs au pays». Par ailleurs, dans son édition d'aujourd'hui, le *Globe and Mail* nous informe que le coût de production semble diminuer. Dans ces conditions, le secrétaire parlementaire peut-il dire à la Chambre pourquoi le prix des œufs a monté d'un cent la douzaine à Toronto, cette semaine?

[Français]

**M. Irénée Pelletier (secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture):** Monsieur le président, l'Office national de commercialisation des œufs établit le coût moyen des œufs sur une période de quatre semaines. En plus des grains, naturellement, doivent entrer dans l'établissement des salaires les intérêts et tous les autres coûts indirects.

\* \* \*

[Traduction]

## LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

DEMANDE DE RETRAIT DU CANADA DE CERTAINS PROGRAMMES DE L'ONU EN RAISON DE LA RÉOLUTION ANTI-ISRAËLIENNE

**M. Claude Wagner (Saint-Hyacinthe):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. A la suite de la présentation par le très honorable député de Prince-Albert de son excellente motion, le ministre peut-il assurer la Chambre que le gouvernement est, en fait, prêt à se retirer de la conférence du Ghana et, peut-être, du programme «Décennie d'action contre le racisme», si l'Assemblée générale des Nations unies ne change pas d'attitude envers la résolution néfaste adoptée plus tôt cette semaine?

**L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, en réponse à la question de l'honorable député, je dois dire que, si les Nations unies s'attaquent au sionisme comme à une forme de racisme, il est clair et manifeste que le Canada ne pourra pas prendre part à de telles activités. Je le dis à regret, parce que le racisme est une des plaies de notre temps que nous sommes disposés à combattre, de concert avec les autres pays, où qu'elle fasse son apparition.

Des voix: Bravo!

**M. MacEachen:** Le Canada n'est toutefois pas prêt à s'associer à un jugement qui rejette présomption d'innocence et nous ne voyons aucune preuve justifiant la décision prise par l'Assemblée générale des Nations unies. Comme l'a indiqué notre représentant permanent aux Nations unies, non seulement la résolution sur le sionisme est répréhensible en soi, mais elle altère également deux autres résolutions que nous aurions autrement appuyées tant par, notre vote que par des mesures concrètes. Je pense, bien sûr, à la résolution sur la «Décennie d'action contre le racisme» et à la conférence sur la lutte contre le racisme qui se tiendra au Ghana dans deux ans. C'est avec grand regret que nous avons voté contre ces deux résolutions en raison des conséquences néfastes que la résolution sur le sionisme aurait sur elles. Nous devons étudier attentivement la participation du Canada dans toute activité qui découlerait de l'adoption de ces résolutions. Cela vaut, évidemment, pour la conférence du Ghana et la décennie d'action contre le racisme.